



Déclaration liminaire Formation Spécialisée du 17 juin 2025

Monsieur le Président

La CGT-FIP43 dénonce avec force la décision politique de remplacer le référencement des mutuelles et complémentaires santé par des marchés publics, exposant ainsi les agents du ministère à une logique purement financière au détriment de la solidarité et de la protection sociale.

Ce choix entraîne l'éviction de la MGEFi, mutuelle historique du ministère, qui a toujours défendu un modèle solidaire et démocratique, assurant une couverture adaptée aux besoins des agents et une gestion transparente. La disparition de ce cadre mutualiste au profit d'une mise en concurrence fragilise les principes de protection sociale collective et menace la qualité de service pour l'ensemble des personnels.

Dans le même temps, l'administration impose Alan comme mutuelle obligatoire. Or, Alan n'a rien d'une mutuelle solidaire et fonctionne comme une structure financière, basée sur des levées de fonds et des stratégies d'investissement. Son déficit structurel, estimé à plusieurs dizaines de millions d'euros, soulève de légitimes inquiétudes quant à sa viabilité et sa capacité à assurer une couverture efficace et pérenne pour les agents. Contrairement à la MGEFi, Alan ne repose sur aucun principe de solidarité, et son modèle économique s'inscrit davantage dans une logique de rentabilité que de protection sociale.

Par ailleurs, la complémentaire prévoyance historique MASFIP serait remplacée par la GMF, un choix qui s'inscrit dans la même logique de mise en concurrence et de fragilisation des dispositifs solidaires existants. La CGT-FIP43 s'inquiète des conséquences de cette transition sur la qualité des prestations et la continuité des garanties offertes aux agents.

Nous dénonçons avec fermeté cette orientation qui précarise les agents et leur protection sociale, en les soumettant à des décisions dictées par des impératifs économiques plutôt que par leurs besoins réels. La CGT-FIP43 exige une réévaluation immédiate de ce choix et appelle à une consultation transparente des personnels.

Ne laissons pas le marché dicter nos droits !

Merci pour votre écoute.